

## **DELIBERATION N°19\_12\_06 Assemblée Générale par consultation écrite du 9 décembre 2019**

### **OBJET : Mise à jour du régime des frais de déplacement du personnel de l'Eurorégion GECT Pyrénées-Méditerranée.**

**Vu** le Règlement Européen n°1082/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 5 juillet 2006, relatif à un Groupement de Coopération Territoriale, modifié par le Règlement européen n° 1302/2013 du Parlement et du Conseil du 17 décembre 2013,

**Vu** la Convention modifiée de l'Eurorégion GECT Pyrénées-Méditerranée signés le 18 juin 2009,

**Vu** les statuts modifiés de l'Eurorégion signés par les Présidents Membres du Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT), le 18 juin 2009,

**Vu** l'Arrêté du Préfet de Région Midi-Pyrénées en date du 25 août 2009 portant création du GECT Pyrénées-Méditerranée,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le nouveau Code du travail et notamment les articles L.3261-1 à L.3261-3, R.3261-1 et suivants,

**Vu** la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

**Vu** la Loi n° 84-594 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**Vu** le Décret n° 2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail,

**Vu** le Décret n° 2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

**Vu** l'Arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

**Vu** l'Arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat,

**Vu** l'Arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de stage prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les

conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

**Vu** l'arrêté du 11 octobre 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

**Vu** la délibération n° 18\_06\_06 du 14 juin 2018 portant régime des frais de déplacement du personnel de l'Eurorégion GECT Pyrénées-Méditerranée.

Considérant les agents de l'Eurorégion GECT Pyrénées-Méditerranée sont amenés à se déplacer en France et à l'étranger,

**Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale, à l'unanimité des membres,**

### **DECIDE :**

#### **Article unique :**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, l'article 5 de La délibération n° 18\_06\_06 du 14 juin 2018 portant régime des frais de déplacements et relatif aux déplacements temporaires dans le cadre d'une mission est modifié comme suit :

Elle est due lorsque l'agent est en déplacement pour les besoins du service ou s'il suit une action de formation de professionnalisation tout au long de la carrière, de perfectionnement ou de lutte contre l'illettrisme.

Sur présentation d'un ordre de mission et des justificatifs de dépenses payés par l'agent, l'indemnité forfaitaire est versée au bénéficiaire dans les conditions ci-après :

- **Pour les missions en France métropolitaine :**

Les frais d'hébergement sont pris en charge, sur présentation des justificatifs de paiement, à hauteur des montants forfaitaires suivants (incluant le petit-déjeuner)

	France métropolitaine			Outre-mer	
	Taux de base	Grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris	Commune de Paris	Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin	Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna, Polynésie française
Hébergement	70 €	90 €	110 €	70 €	90 € ou 10 740 F CFP
Repas	17,50 €	17,50 €	17,50 €	17,50 €	21 € ou 2 506 F CFP

Rappel : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7

Ces indemnités ne sont naturellement pas versées si l'employeur a lui-même payé ces frais au titre du déplacement du bénéficiaire.

- **Pour les missions en outre-mer et à l'étranger :**

Il convient d'appliquer l'arrêté du 3 juillet 2006 aux montants et taux qui y sont indiqués.

Pour l'étranger, la distinction entre frais de repas et frais de mission n'est pas reprise. Il est donc octroyé à l'agent en mission à l'étranger une indemnité journalière dont les montants sont annexés à l'arrêté précité.

Lorsque les frais d'hébergement sont avancés par l'employeur, l'indemnité est minorée comme suit.

*Exemple :*

*L'agent part une journée et une nuit en mission en Belgique. L'indemnité forfaitaire est de 143€ par jour. Par l'intermédiaire d'un prestataire, l'employeur paye l'hébergement à hauteur de 100€. Sur présentation de justificatifs, il sera versé à l'agent une indemnité forfaitaire mission à l'étranger de 50,05€ au titre de ses frais de repas.*

**Minorations :**

Les taux des indemnités de mission sont réduits pour les déplacements en outre-mer et à l'étranger de :

- 65% lorsque l'agent est logé gratuitement,
- 17,5% lorsqu'il est nourri à l'un des repas du midi ou du soir,
- 35% lorsqu'il est nourri gratuitement aux repas du midi et du soir.

**La Présidente en exercice**

EUROREGION PYRENEES-MEDITERRANEE  
GECT  
El Centre del món  
35 Boulevard Saint-Assisele  
CS 323032  
66011 PERTIGNAN CEDEX  
SIRET 130 007 511 00038

  
**Francina Armengol i Socías**

Pour la Présidence en exercice, par délégation,  
Le Directeur Général

**Xavier BERNARD-SANS**

**Certifié exécutoire :**

Reçu en Préfecture le :

Publié ou notifié le :

**Copie :** Pairie régionale d'Occitanie

Rappel : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7